

DANS L'ACTUALITÉ du 13 au 15 décembre 2017

Projets de lois

JO – dernière modification le 14 décembre 2017

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

[Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 \(CPAX1723907L\)](#)

JO – dernière modification le 14 décembre 2017

Projet de loi de finances pour 2018

[Projet de loi de finances pour 2018 \(CPAX1723900L\)](#)

JO - dernière modification le 14 décembre 2017

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

[Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement \(TREX1722331L\)](#)

JO - dernière modification le 13 décembre 2017

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024

[Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 \(SPOV1729269L\)](#)

Jurisprudence

Un recours pour excès de pouvoir du président du Sénat contre un décret du Président de la République donne l'occasion d'illustrer la théorie des formalités impossibles

[CE 13 décembre 2017 *Président du Sénat*, req. n° 411788 : publié au recueil Lebon](#)

Annulation, pour méconnaissance du principe de non-régression de la protection de l'environnement, de dispositions exemptant désormais de toute évaluation environnementale certains types de projet

[CE 8 décembre 2017 *Fédération Allier Nature*, req. n° 404391 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Règlement d'un plan local d'urbanisme fixant une hauteur maximale aux constructions définie par rapport à un nombre de niveaux au-dessus du rez-de-chaussée

[CE 6 décembre 2017 M. A...B..., req. n° 399524 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Annulation du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'il maintient, au IV de l'article R. 122-6 du code de l'environnement, la désignation du préfet de région en qualité d'autorité environnementale

[CE 6 décembre 2017 Association France Nature Environnement, req. n° 400559](#)

Annulation de la délibération prévoyant le recours à des clauses imposant l'usage de la langue française par les personnels des titulaires de marchés régionaux

[TA Lyon 13 décembre 2017 Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, req. n° 1704697](#)

Réponses ministérielles

Transports ferroviaires : accessibilité PMR des installations SNCF

[Question écrite de Julien Dive, n° 82, JO de l'Assemblée nationale du 28 novembre 2017](#)

Vu par ailleurs

Aménagement

La Métropole du Grand Paris pourrait exercer toutes les compétences que lui confère le code général des collectivités territoriales

[Grand Paris : les maires veulent avoir leur mot à dire](#)

Source : la gazette des communes du 14/12/2017

Collectivités territoriales

Aménagement numérique des collectivités territoriales

[Numérique : le new deal proposé par l'Etat aux collectivités et aux opérateurs](#)

Source : la gazette des communes du 14/12/2017

Environnement

L'essentiel du sommet *One Planet Summit*

[One Planet Summit : les 8 points clés à retenir](#)

Source : la gazette des communes du 13 décembre 2017

Marchés publics et privés

Le TA de Lyon annule le dispositif régional de lutte contre le travail détaché

[Le dispositif « Molière » de lutte contre le travail détaché en Auvergne-Rhône-Alpes retoqué](#)

Source : Le Moniteur du 13/12/2017

Vu dans les revues

Dalloz actualité du 14 décembre 2017 – *Adoption en commission de la loi sur les Jeux olympiques*
– par Pierre Januel

MoniteurJuris Contrats publics du 15 décembre 2017 – *Résiliation de plein droit d'une concession et compétence du juge administratif* – CE 8 décembre 2017, req. n° 390906 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 13 décembre 2017 – *Annulation d'une délibération prévoyant l'introduction de clauses « Molière » dans les marchés publics* – TA Lyon 13 décembre 2017, req. n° 1704697 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 13 décembre 2017 – *Décompte partiellement définitif d'un marché public de travaux* – CAA Nantes 8 décembre 2017, req. n° 16NT02018 - par Richard Deau

MoniteurJuris Urbanisme du 12 décembre 2017 – *Incohérence entre le code de l'urbanisme et le code de l'environnement*